

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE  
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours  
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne  
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.70

8 juillet 1966

N° 8



Channer

L'histoire d'Alan Brown,  
entraîneur du **Sheffield-Wednesday**

(voir page 8)



Vue aérienne du stade de Sheffield

Photopress

**Avant Sheffield:**

**HOP  
SUISSE!**

*Bien construire à bon marché: commentaires – Tribune du monde*

## Est-ce notre affaire, Mesdames?

### « Ce droit qui est un devoir »

Quelques années après les Romandes, les femmes de Bâle ont obtenu le droit de vote. Ce récent succès a déjà suscité dans la presse joie, espoirs et craintes. Mais l'on a conclu généralement que la façon de voter des Bâloises, leur présence plus ou moins forte aux urnes, justifiera ou non le droit qui leur a été cédé, permettra ou non de l'étendre aux femmes des autres cantons.

Cela ne laisse pas d'être injuste. La parfaite citoyenne n'est pas l'œuvre d'un jour. Il faut une éducation, et c'est là tout le problème. Comment faire pour que ce droit de vote qu'une minorité féminine a ardemment réclamé pour toutes soit ressenti comme le devoir précis de chacune? Passer de la revendication d'un droit à la pratique d'un devoir n'est pas si simple.

Il y a une mutation à opérer dans l'esprit et le cœur de la femme suisse. Y parviendra-t-on simplement en exhortant les électrices par la voie

des partis, des journaux, des tracts, des affiches à aller toutes voter? Peut-on vaincre ainsi la timidité, la peur du mari, le souci de la voisine, l'affairement, la fatigue, le scepticisme, toutes les petites causes, les mobiles souvent dérisoires au niveau de sa vie quotidienne qui font que la femme se passe de voter? N'est-ce pas plutôt en lui proposant une image agrandie d'elle-même qu'on lui permettra de vaincre ces obstacles intérieurs, en aérant son cœur, en lui montrant inlassablement au-delà du mari, des enfants à élever, le pays et le monde dont ils font partie, dont leur sort dépend.

Quand la femme suisse aura compris le rapport direct qui existe entre sa façon de vivre et l'état de son pays, entre ses problèmes personnels et les problèmes du monde, elle ira voter. Et son vote, ni fortuit ni forcé, sera l'expression naturelle de son amour de son pays et de sa présence au monde.

Hélène GUIBAN.

### Le temps des fuites est passé

Elle était la plus jeune, elle était la dernière arrivée. Était-ce à elle de soulever des questions pénibles, de redresser des situations que les autres avaient depuis longtemps acceptées?

La décision n'était pas facile pour la jeune Thérèse de Lisieux dans son couvent, mais elle choisit de ne pas fuir: ses camarades religieuses devaient dire plus tard qu'elle avait préféré « braver le courroux des sœurs, de la Supérieure, s'exposer même à sortir de la Communauté, plutôt que de laisser s'égarer une novice ».

Parce qu'elle était prête à payer ce prix, elle voyait étonnamment clair dans les mobiles des autres: « J'allais dire: malheureusement, raconte-t-elle. Mais non, ce serait de la lâcheté. Je dis donc: heureusement... » Et elle ajoute: « Pour qu'une réprimande porte ses fruits, il faut que cela coûte de la faire. Et il faut la faire sans l'ombre d'une passion dans le cœur. »

Cela vous étonne que je parle de celle qui se faisait appeler la petite Thérèse? Voyez-vous, il me semble que notre monde s'accommoderait d'un peu plus de sa flamme de combat. La généralisation accélérée de tant de formes de malhonnêteté, d'irresponsabilité, d'impureté, d'irrespect des autres ne cessera que si nous multiplions dans le monde les hommes et femmes qui, avec elle, disent « heureusement » au lieu d'esquiver les batailles.

L'épicière du coin me racontait l'autre jour ses déboires avec un jeune commis: celui-ci essayait tous les trucs pour en faire le moins possible, n'avait aucuns égards pour la clientèle, quittait le magasin à l'heure tapante — et tant pis si tout n'était pas rangé et si des marchandises se gâtaient! Elle l'avait finalement renvoyé, sans même se bercer de l'illusion que cela lui donnerait une bonne leçon.

Partout le même écho: le chef d'atelier nous dit qu'il aime mieux redevenir simple ouvrier pour n'avoir pas à diriger des jeunes qui se rebiffent à la moindre remarque. L'infirmière-chef aime mieux ne rien dire et réparer elle-même ce qui a été mal fait ou pas fait du tout: « Que voulez-vous, si je dis quelque chose, elle s'en ira! »

Si l'on choisit de se laisser marcher sur les pieds sans rien dire, la seule ressource est d'aller pleurnicher ensuite auprès d'un tiers. Courir vers une amie, lui déverser notre mésaventure avec force détails sur l'insolence *inacceptable* avec laquelle une pimbêche de vendeuse nous a traitée dans un magasin, c'est là un signe infaillible que nous avons bel et bien accepté « l'inacceptable » et n'avons pas la moindre intention d'y remédier: ce n'est pas notre affaire, ce sont ses parents qui l'ont mal élevée.

C'est vite dit, la responsabilité des parents, surtout quand il s'agit des parents des autres... Mais il y a un autre aspect à la question et qui nous concerne toutes, ce sont les conséquences dans la vie de ces jeunes et moins jeunes, et dans la vie des pays, de nos dérobades égoïstes.

« J'adore être un martyr », disait je ne sais plus qui. Comme il vous plaira, mais n'allez pas ensuite vous plaindre que les tyrans foisonnent! Je pense à ce directeur de restaurant qui n'est pas près d'oublier le jour où mon mari a refusé de payer une addition dont les prix étaient en flagrante disproportion avec ceux qu'il affichait à la porte. Notre budget familial se serait bien remis de ce trou, mais le restaurateur, lui, certainement pas... si personne ne s'était donné la peine de réveiller sa conscience.

Les élaboussures de cette vague matérialiste qui envahit le pays, nous en sommes tous une fois ou l'autre témoins et de ce fait responsables. Je viens de rencontrer une jeune fille qui va quitter sa place parce qu'elle y a vu des choses qui ne lui paraissaient pas justes et que l'atmosphère était mauvaise. Elle s'en sort avec une vague explication, en tout bien tout honneur. Mais alors, qui va dire la vérité au directeur, qui va lui donner sa chance de se voir tel que les autres le voient et, sait-on jamais, de transformer le climat de son établissement que chacun critique depuis longtemps derrière son dos?

Ce n'est même pas une question de courage, c'est une question d'engagement. Le monde est plein de divisions artificielles — entre races, entre classes, entre hommes et femmes, entre générations. Mais, derrière elles, il y a une ligne, la même partout: elle départage ceux qui payent le prix de construire un monde viable et ceux qui s'y refusent.

JACQUELINE.

Le spécialiste du vêtement féminin

*La maison du* **tricot** SA

Lingerie  
Confection  
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg

# La Suisse devant des options fondamentales

Au cours de la dernière session des Chambres fédérales, au milieu d'une multitude de sujets abordés, on a esquissé certaines perspectives d'avenir qui pourraient permettre à la Suisse de mieux jouer son rôle dans le monde. Il vaut la peine de le souligner et de s'en réjouir. Aussi reproduisons-nous ci-dessous quelques extraits d'interventions qui portent sur des questions essentielles auxquelles il appartiendra en définitive à notre peuple de répondre. Nous nous proposons d'y revenir prochainement.

**M. le Conseiller fédéral SPÜHLER**, notre « ministre des Affaires étrangères », a soulevé le problème de l'entrée éventuelle de la Suisse à l'ONU.

Après avoir souligné les avantages de notre position actuelle, qui nous vaut une liberté de mouvement et des possibilités d'intervenir dans le cas où l'ONU serait elle-même partie à un conflit ou se trouverait dans l'incapacité d'exercer ses fonctions conciliatrices, M. Spühler a poursuivi: Mais nous avons assez d'esprit critique pour constater que la « demande » de bons offices n'est pas aussi forte qu'on se le représente ou qu'on le désirerait parfois. Il ne faut pas se leurrer, estime-t-il: plus l'ONU tendra à l'universalité, plus elle se confondra avec la communauté des peuples, plus grand sera pour nous le risque d'isolement.

Cependant, constate le chef de la diplomatie helvétique, il est hors de doute que la politique de l'ONU tend de plus en plus à abandonner les

sanctions proprement dites pour les mesures destinées à consolider la paix, comme le prouvent les cas de Chypre, du Proche-Orient et du Congo. Dans ces conditions, il n'y aurait plus de contradiction entre la politique suisse et celle de l'ONU. De plus, si, dans cette direction, l'organisation internationale parvenait à définir clairement cette politique et prenait des mesures pour consolider la paix et la sécurité, ouvrant des perspectives prometteuses, alors le moment serait venu pour nous aussi d'examiner clairement et en toute objectivité la question de notre adhésion à l'ONU. Car solidarité est aussi participation et, conclut M. Spühler, un pays dont l'unité n'est le fait ni de la race ni de la langue doit veiller plus qu'aucun autre à rester ouvert aux grands courants de pensée et ne pas se refuser à les affronter.

**M. Karl OBRECHT**, de Soleure, a proposé au Conseil des Etats une révision totale de la Constitution suisse dans une motion qui a été acceptée par le Conseil fédéral. Voici quelques passages de son exposé:

Le citoyen moyen ressent profondément le fait que nos institutions ne nous permettent plus de dominer la situation, que nous sommes entraînés par des forces qui nous dépassent. Il en résulte une dévalorisation grave de la démocratie et, pis encore, une indifférence affective à l'égard des problèmes nationaux. La politique se fait au jour le jour, elle concerne les cerveaux, l'estomac, le porte-monnaie: elle n'atteint plus le cœur.

Les jeunes voient leurs aînés se plaindre constamment de l'Etat, et en même temps tout attendre de lui. Rien d'étonnant à ce que la grande politique leur apparaisse comme un perpétuel marchandage entre intérêts économiques. Or les jeunes sont prêts à s'intéresser à une politique digne de ce nom, à se passionner pour les moyens de faire participer notre pays à la vie de la planète. Ils attendent de nous des tâches à la mesure de leur enthousiasme, nous ne leur offrons que des querelles de partis ou des marchandages économiques.

Nous en sommes au point où la jeunesse pourrait se désintéresser de ce qui fait la raison d'être de la Suisse. Il faut surmonter cela. Il n'y a qu'une chance: une grande tâche nationale.



Presse-Diffusion

Le conseiller fédéral Spühler, chef du Département politique

Au Conseil national, **M. Peter DÜRRENMATT**, historien et journaliste bâlois, a présenté le même sujet en ces termes:

Je suis convaincu que nous nous trouvons à un moment de l'histoire qui exige de nous que nous repensions de manière fondamentale notre situation d'Etat et de peuple. L'expression politique de cette réflexion ne peut être que la volonté d'entreprendre une révision profonde de notre Constitution. Sans vouloir dramatiser les choses, je n'hésite pas à dire que nous nous trouvons, *mutatis mutandis* dans une situation analogue à celle de l'ancienne Confédération dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Les hommes au pouvoir ont alors manqué de sens politique et de la force intérieure qui aurait permis de rénover les institutions: c'est pour cela que notre pays s'est vu entraîné dans le tourbillon des événements européens.

## Le chancelier Klaus, un homme de conviction

Sous le titre « Klaus-Uhr geht anders », l'hebdomadaire viennois Wochenpresse a consacré un long article à la personnalité du chancelier Joseph Klaus. Nous en publions ci-dessous quelques extraits caractéristiques.

Le chancelier Klaus a fait récemment un long rapport — tout à la fois tour d'horizon, programme et exposé des motifs. Après l'avoir entendu, les observateurs politiques ont dû admettre qu'il y avait quelque chose de différent dans le parti gouvernemental — même de très différent. Des professionnels du scepticisme ont reconnu que le discours du chancelier était « digne d'un homme d'Etat ». Personne ne se rendait compte exactement pourquoi. Peut-être parce que le chancelier avait déclaré entre autres: « Au lieu de rester dans l'indécision, nous aurons le courage de faire ce qui doit être fait, même si c'est impopulaire. Celui qui n'a pas aujourd'hui

le courage d'être impopulaire perdra demain ce qui lui reste de popularité ».

Le Dr Klaus est un homme qui se lève tôt, ne fume pas et ne boit que très modérément. Il pratique la natation et le ski. Il a une certaine élégance et sait garder ses distances. Il est certes obstiné dans le choix de son équipe gouvernementale. Certains prétendent qu'il est ingrat parce qu'il ne permet pas que l'aident ceux dont il ne désire pas l'aide.

Il est convaincu d'être, non pas le représentant d'un groupe, mais le chancelier du peuple. Mais le Dr Klaus est homme à s'ouvrir à de nouveaux horizons, tels que le Réarmement moral, et c'est pourquoi il a lu avec attention un article de Rajmohan Gandhi, le petit-fils du Mahatma, intitulé: « Comment être un chef? »

Il a découvert cet article en compagnie de son collègue, le ministre de l'Agriculture, à l'occasion d'une rencontre avec le Dr Morris Martin et deux

autres personnes appartenant au Réarmement moral. Le Dr Klaus en a fait tirer quelques copies et les a distribuées à ses collègues du gouvernement. « Je vous recommande, leur a-t-il dit, de lire ces pages avant la prochaine séance du cabinet. » Voici quelques citations empruntées à cet article:

« Un vrai révolutionnaire ne prétend pas être meilleur ou plus capable qu'il ne l'est en réalité. Il ne cherche pas à prouver sa valeur. Il lutte non pas à cause de ses dons particuliers, mais en dépit de sa faiblesse et de ses fautes.

« Il passe la plus grande partie de son temps à entraîner son équipe. Il est toujours prêt à transmettre aux autres ce qu'il connaît et à apprendre ce qu'il ignore. Il cherche toujours à mettre en avant ses camarades, à leur donner plus de responsabilités qu'il n'en a lui-même, et à les rendre plus efficaces que lui-même.

(Suite page 7)



**D**ANS nos derniers numéros, nous nous sommes penchés sur un problème préoccupant chacun : celui de la construction de logements accessibles aux porte-monnaie des citoyens suisses. M. le Conseiller d'Etat Peyrot a fait appel à « l'esprit de synthèse », indispensable pour faire sortir la construction d'une conception artisanale et se hausser au niveau des besoins actuels. Quant à l'expérience réalisée par l'entreprise lucernoise Anliker, elle montre, croyons-nous, qu'une nouvelle motivation de la part du patronat permet des réalisations sociales importantes, en transformant l'état d'esprit de tous ceux qui s'occupent de la construction. Pour cela, la notion de service doit remplacer celle de profit. L'une des conclusions qui s'imposent à la suite de notre enquête est qu'il s'agit de trouver de nouvelles formules permettant d'arriver à un but clairement défini : des loyers qui ne dépassent pas le 20 %

du revenu des locataires. En fonction de ce but, les recherches doivent s'orienter et des conceptions doivent être révisées.

*Tribune de Caux* entend poursuivre son enquête et sa lutte pour que des conditions saines prévalent dans l'industrie de la construction en Suisse. Et puisque les meilleurs discours — ou les meilleurs articles — ne sauraient rien faire tant que des hommes ne se mettent pas en marche avec audace, des rencontres seront organisées au cours des prochains mois, à Caux, ainsi que dans différentes parties du pays. Ceux qui, dans cette branche essentielle au développement harmonieux de notre vie nationale, sont conscients de l'effort à entreprendre et des buts à atteindre, pourront ainsi étudier ensemble les moyens d'y parvenir.

Voici, pour l'instant, les conclusions de deux architectes vaudois et d'un syndicaliste genevois que nous sommes allés interroger.

# Bien construire à bon marché

*L'opinion de deux architectes et d'un syndicaliste*

**J'**AI lu avec intérêt les articles parus dans vos derniers numéros relatifs au problème de la construction. Ce qui m'a particulièrement frappé, ce sont les résultats obtenus par l'entreprise Anliker à Lucerne et St-Gall. Les chiffres indiqués en première page de votre journal sont un véritable défi pour les responsables de la construction en Suisse romande.

Quels sont les facteurs qui ont permis de telles réalisations? Terrain obtenu à un prix très inférieur à celui du marché immobilier, bonne organisation et rationalisation de l'entreprise, limitation de la marge de bénéfice, etc. C'est dans ce sens qu'il faut concentrer les bonnes volontés. De grands efforts sont faits dans nos cantons romands comme ailleurs et des résultats intéressants sont obtenus.

C'est sans doute la préoccupation de nombreux architectes et constructeurs de réaliser des solutions économiques afin de mettre sur le marché des logements à loyer raisonnable sans l'appui des pouvoirs publics. Mais il faut reconnaître qu'en général, dans l'industrie de la construction comme dans les autres secteurs, le but est de gagner le plus possible dans le plus bref délai. C'est là qu'il y a quelque chose à changer : il faut remplacer la notion du profit par celle du service. C'est dans ce sens qu'un journal comme la *Tribune de Caux* a un rôle important à remplir.

Il mérite pour cela l'appui de tous ceux que ces problèmes préoccupent.

Il y a de nombreuses difficultés à surmonter. Il faut trouver des terrains à des prix raisonnables à proximité des localités importantes pour éviter de perdre en frais de déplacement l'économie réalisée sur le loyer. Il faut obtenir des crédits à des taux raisonnables, rester propriétaire des immeubles pour conserver le contrôle des loyers. Rechercher sans relâche des solutions rationnelles et économiques.

Il faudrait aussi pouvoir construire des maisons familiales pour des pères de famille, ouvriers ou employés, ce qui est presque impossible depuis des années si celui-ci n'est pas possesseur d'une fortune personnelle. La maison individuelle est actuellement réservée exclusivement à une classe privilégiée. Des règlements de construction devraient être révisés pour permettre des constructions mitoyennes et des parcelles de terrain réduites. Souvent, le seul intérêt sur le prix du terrain dépasse déjà les possibilités.

D'autres problèmes se posent encore. Des solutions existent. Il faut y penser, en parler, rassembler les bonnes volontés. C'est pourquoi l'on peut vous remercier et vous féliciter d'avoir parlé de ce sujet qui touche et intéresse chacun.

E. B., architecte

**U**N architecte des environs de Lausanne nous a entraînés visiter certaines de ses réalisations dans la région lémanique. C'est ainsi que nous avons pu voir, dans une agglomération en plein développement entre Lausanne et Genève, des immeubles fort bien construits, il y a cinq ans, où, malgré les hausses des prix et le rachat au constructeur, les 5 pièces se louent à Fr. 300.— par mois. (Ces immeubles se situent entre le HLM et le résidentiel.) Le propriétaire est l'ancien syndic de l'endroit qui tient à maintenir les prix des loyers dans de justes limites pour éviter la course à la hausse. En effet, non loin de là, à Nyon, tout le monde parle des 750 appartements construits récemment, restés vides parce que trop chers. « C'est un scandale, avons-nous entendu dire dans la population. Mais les spéculateurs qui ont mis leur argent dans cette entreprise n'ont maintenant que ce qu'ils méritent. »

Les immeubles que nous avons visités ont tous un prix de revient inférieur de 7 à 15% à celui pratiqué par le Crédit Foncier (moyenne des prix des immeubles jouissant de crédits hypothécaires).

L'architecte que nous avons interrogé est catégorique: il est possible de bien construire à bon marché. Mais, évidemment, il faut d'abord le vouloir et établir toute la planification en fon-

## Baignoires et interrupteurs: des prix cartellisés!

Un autre élément pesant assez lourdement sur les prix de la construction et sur lequel nous serions heureux de connaître l'avis des milieux professionnels consiste dans les prix cartellisés de certains aménagements du bâtiment qui entravent l'effet régulateur de la libre concurrence dans la construction. Précisions: si vous voulez vous procurer des baignoires ou des lavabos, les prix seront les mêmes, à quelque entreprise que vous vous adressiez (alors que les prix européens sont plus bas). On peut dire la même chose des installations électriques. La Commission suisse des cartels qui publie les résultats de ses « enquêtes générales » lance un vibrant appel — elle ne peut faire plus — à la Confédération, aux cantons et aux communes pour qu'ils cessent de se plier, dans leurs adjudications, aux directives de prix fixées par les associations cartellaires et d'encourager ainsi indirectement des pratiques malsaines.

Rappelons que, de son côté, la Conférence nationale du logement est arrivée à des conclusions identiques.

tion de l'objectif à atteindre qui est l'abaissement du prix de revient. En plus de cette motivation initiale, il faut ensuite jouir de collaborations loyales à tous les échelons. Ces deux conditions étant remplies — nous avons pu nous en convaincre sur place — il est possible de construire des immeubles dont les loyers peuvent rester bas. Il faut également, nous a dit l'architecte lausannois, bien étudier trois questions essentielles:

1. Le choix de l'emplacement, conditionnant le prix du terrain et les taxes à payer pour l'équipement.
2. La possibilité de toujours mettre en compétition les entrepreneurs responsables de la construction.
3. Les méthodes les plus étudiées de simplification et de rationalisation.

Mais nous avons poussé un gros soupir en apprenant que certains des immeubles ainsi conçus et construits dans les meilleures intentions sociales ont fait l'objet ultérieur de tractations financières, changeant de propriétaire à plusieurs reprises, ce qui eut pour effet d'annuler les efforts initiaux

d'abaissement du prix de revient et d'augmenter les loyers au renouvellement des baux. C'est là, évidemment, que des solutions doivent être recherchées pour protéger les citoyens-locataires honnêtes des méfaits opérés par les trafiquants immobiliers.

**L**e problème de la propriété du sol reste le problème essentiel, nous affirme un dirigeant syndical genevois. Ainsi que l'a souligné le conseiller d'Etat Peyrot, le remaniement parcellaire urbain est une nécessité. Mais toute la question est de savoir à quel prix acheter les terrains, payer les démolitions et surtout comment les immeubles bâtis sur des terrains achetés par la collectivité peuvent être protégés de la spéculation.

On se souvient de la façon dont avait procédé le Conseil d'Etat de l'époque pour l'achat des terrains nécessaires à la construction du barrage de l'usine hydro-électrique de Verbois: offrant aux propriétaires de leur payer les terrains sur la base de la valeur qu'ils avaient déclarée au fisc, augmentée d'une certaine plus-value, l'Etat se heurta à un tollé de protestations! Les propriétaires firent recours. Finalement, ce fut le double des prix déclarés qui fut payé.

Si on démolit des quartiers, comme cela sera le cas pour l'aménagement du quartier des Grottes à Genève, il est essentiel que les constructions restent d'utilité publique. M. Peyrot a raison de proposer la création de sociétés mixtes dans le genre de celles qui ont fait leurs preuves à l'étranger (Port Authority de New York, par exemple), ou de celles qui permettent la construction et l'exploitation de certaines usines électriques. Les collectivités publiques se doivent d'intervenir, et non seulement l'Etat, mais aussi les diverses collectivités de droit public s'intéressant au maintien des prix. Pour le réaliser, un seul remède: l'audace des hommes. C'est cela qui manque. Car, la plupart du temps, les élus du peuple sont soumis aux préoccupations électorales et n'osent pas résister à certaines gens aux bras longs dont les intérêts privés ne concordent pas forcément avec ceux de la collectivité! D'un ton quelque peu désabusé, notre interlocuteur souligne combien il est regrettable que le métier d'homme de gouvernement soit le seul où il ne soit pas besoin de faire d'apprentissage! Ceci, s'empresse-t-il d'ajouter, ne s'applique pas à M. Peyrot qui, au contraire, a su gagner l'estime des syndicalistes de son canton par la largeur de ses idées et le sérieux de son travail.

Comme exemple de manœuvres financières, le dirigeant ouvrier genevois nous parle de l'annonce

**Carda**  
GUYOT

Normes Göhner: Rayon 13

Fabrique de Fenêtres  
**Maurice Guyot S.A.**

Villeneuve (Vd) ☎ (021) 6 81 31

parue récemment dans la presse bruxelloise: « HLM à vendre à Genève — bon rapport ». Comment cela est-il possible? Le plus simplement du monde apparemment. Cet immeuble avait été construit à l'aide de fonds prêtés par la Confédération (45%) grâce à des prêts hypothécaires garantis pendant vingt ans. Mais, après ce délai, l'immeuble peut revenir sur le marché libre, moyennant le remboursement des 45% de prêts. Un nouveau propriétaire y exécute certaines améliorations minimales, ce qui lui permet d'augmenter les loyers! Il faut donc à tout prix éviter que ce qui a bien commencé ne se termine mal. La solution? Notre interlocuteur la voit dans le droit de superficie. L'Etat reste propriétaire du terrain. On paie un loyer sur un bail de 49 ans ou plus; à l'expiration du bail, tout revient au propriétaire, donc à la collectivité, après amortissements normaux et frais d'entretien. De cette façon, on évite toute transaction frauduleuse ou spéculative après les efforts désintéressés du début.

Toutes ces questions dépassent largement le cadre de discussions sur les méthodes de construction, mais débouchent inévitablement sur celles qui ont cours dans la vie politique de notre pays. Quelles pressions de toute sorte ne s'exercent-elles pas sur nos élus? En conclusion, le dirigeant syndical souligne le rôle que pourrait jouer le Réarmement moral dans l'arène politique en y apportant le « sens de loyauté » si nécessaire à l'exercice de la démocratie. « Je reste convaincu, affirme-t-il, qu'on peut faire de la politique honnête. »

**Le problème de la construction de logements se pose à l'échelle du monde. Aussi, au cours des prochains mois, publierons nous des enquêtes et des documents se rapportant à ce qui se fait dans ce domaine dans d'autres pays européens, tout en gardant présents à notre esprit les immenses besoins du tiers monde.**



**BRANDT**

**BULLE**  
tél. (029) 2 77 30

**FERRONNERIE**

**SERRURERIE**

**CONSTRUCTION  
METALLIQUE**

**DEVIS PROJETS  
sans engagement**

**H. Giovanna**

MONTREUX

TÉLÉPHONE (021) 61 33 36

**Acier inoxydable**

Meubles de cuisine et d'hôpitaux  
Eviers Bassins Tables Comptoirs Chariots  
Servir-Boys Rayons etc.

**ginox**

## Tribune du monde

### Les deux tâches inachevées de l'O.I.T.

Chaque année, le mois de juin voit converger sur Genève quelques-uns des hommes les plus intéressants qui se puissent trouver: les délégués à la Conférence Internationale du Travail, qui réunit les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs du monde entier. Cette année, ils étaient 1183, venus de 116 pays: parmi eux, plusieurs ministres du Travail ou des Affaires sociales, des grands industriels, une multitude de dirigeants syndicalistes, dont beaucoup ont joué un rôle de premier plan dans la promotion des masses ouvrières de leur pays. On souhaiterait que les Genevois soient plus conscients de la présence dans leurs murs, durant trois semaines, d'hommes de valeur à l'esprit combatif, dont l'action a contribué à transformer la face du monde — bien souvent à travers « du sang, de la sueur et des larmes ». Il est de fait que le public n'entend parler de ces conférences qu'en raison des affrontements auxquels elles donnent lieu entre représentants des deux blocs qui se disputent la suprématie dans le monde. Ce serait faire erreur que de jeter la pierre à l'Organisation Internationale du Travail. Si elle n'existait pas, ceux-là mêmes qui la critiquent le plus demanderaient sa création! Et M. David Morse, son directeur général, rappelait à juste titre qu'au cours des cinquante sessions écoulées, 126 conventions adoptées par les conférences avaient été l'objet de 3000 ratifications. C'est le mérite de M. Morse d'avoir, dans un discours prononcé à la fin de la session, placé clairement les délégués devant ce qu'il appelle « les deux grandes tâches que l'O.I.T. n'a pas encore achevées ». Nous publions ci-dessous un résumé de ses déclarations. Il est bon, croyons-nous, que les Suisses sachent quels sont les problèmes qui se posent à l'une des plus impor-

tantes organisations internationales ayant leur siège dans notre pays et comment son directeur général entrevoit leur solution. Et cela d'autant plus que, lors de la session de juin, les Chambres fédérales ont approuvé le prêt de 108 millions de francs que la Confédération met à la disposition de l'O.I.T. pour la construction de son nouveau siège genevois.

La première des tâches inachevées de l'O.I.T. pour M. Morse, c'est la lutte contre la misère, contre les conditions indignes de l'homme et contre l'injustice sociale. « Lorsque nous parlons de la misère à l'échelle de notre globe, a précisé le directeur du B.I.T., nous avons coutume de songer au fossé qui sépare les nations riches du



B. I. T.

M. David Morse, directeur général du B.I.T., prononçant son discours

Nord des nations pauvres du Sud. Néanmoins, nous ne devrions pas nous laisser fasciner par le gouffre creusé entre les deux hémisphères au point de ne pas voir les inégalités tout aussi flagrantes qui existent entre les diverses régions, comme entre les pays d'une même région. » « Mais, poursuit M. Morse, nous devons aussi nous souvenir que le fossé qui est une source de préoccupation pour l'O.I.T. n'est pas de nature uniquement économique; il se retrouve dans le domaine des droits de l'homme — entre

ceux qui jouissent des libertés fondamentales et ceux qui n'en bénéficient pas, entre ceux qui sont à même de vivre dans la liberté et la dignité et ceux qui ne le peuvent pas. »

« D'aucuns, souligne le directeur général, disent que la disparité économique entre les riches et les pauvres est, pour la paix, une menace pire que les différences idéologiques qui divisent les hommes et les Etats. Fort bien, je l'admets, si l'on ajoute aux éléments de base de cette disparité un facteur à la fois moral, humain et social. L'O.I.T. s'emploie à combler ce fossé et s'occupe plus particulièrement de ce triple facteur. Aussi longtemps que ce fossé subsistera, tel que je l'ai défini, nous aurons manqué nos objectifs. » La seconde tâche inachevée, M. Morse la voit dans « la lutte en faveur de la paix par la coopération internationale ». Depuis 1954 en effet, l'Est et l'Ouest coexistent au sein de l'O.I.T.

#### Une action commune

« Au cours de ces quelque dix dernières années, déclare à ce sujet M. Morse, à travers des alternances de crises et d'acceptations, nous avons commencé à apprendre à coexister. Toutefois, ce mot de coexistence a un sens restreint et un arrière-goût de passivité. Ne pouvons-nous pas maintenant quitter le stade de l'apprentissage de la coopération internationale, nous attacher à une recherche plus positive de terrains communs plus amples, pour prendre conscience d'aspirations largement partagées, qui pourraient nous fournir le fondement d'une action commune plus large aussi, d'une coopération plus positive? » Comment y parvenir? se demande M. Morse. « Chacun de vous, certes, souhaitera n'avancer dans cette voie qu'avec prudence, et pour construire quelque chose de solide, il peut être sage de rester prudent, à condition de ne pas trop perdre d'un temps précieux. Il me semble, conclut-il, qu'aucun de vous n'a besoin de faire le sacrifice de ses principes fondamentaux. Au contraire, je souhaite que chacun de vous ait assez de confiance en soi-même, comme aussi assez de foi dans les valeurs morales et les objectifs sociaux qui lui sont le plus chers, pour être disposé à rechercher jusqu'à quel point ces valeurs et ces objectifs peuvent être librement mis en partage avec les dirigeants et les peuples du monde entier. » Dans quelle mesure M. Morse réussira-t-il à promouvoir la coopération qu'il envisage? De la réponse à cette question dépend la survie même de l'O.I.T.

D.M.

#### TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions  
Théâtre et Films de Caux S.A.  
Rédaction, administration, publicité :  
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne  
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien :

Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

## DUBIED

honore une tradition

La marque bientôt centenaire de ses  
**machines à tricoter**

en est la meilleure preuve

**Edouard DUBIED & Cie S.A., Couvet**

# Les dessous d'une grève coûteuse

De notre correspondant à Londres

*La grève des marins britanniques est enfin terminée. Mais les circonstances qui l'ont rendue possible et lui ont permis de se prolonger restent une énigme aux yeux du grand public.*

Karl Marx n'a pas inventé la lutte de classes. Il en a jeté les bases scientifiques et il a proposé un remède impitoyable, au nom des opprimés. Dans la grève des marins britanniques, on peut dire que les communistes et les extrémistes n'ont pas inventé les revendications — elles existaient depuis un certain temps. La gauche a exploité ce que beaucoup estimaient être une juste cause. De son côté, un patron a pu dire, non sans quelque raison: « Ce n'est pas un conflit industriel, mais une lutte pour le pouvoir. »

Il y a trois ans, on a pu observer, à Liverpool et dans d'autres ports anglais, un net mécontentement des marins à l'égard de leurs dirigeants syndicaux, accusés d'être « léthargiques ». Un « mouvement de réformes » fut lancé, qui faillit alors provoquer une scission dans le syndicat des gens de mer. Il reprochait à l'exécutif du syndicat de ne pas être réellement représentatif des marins et trop dépendant du secrétaire-général, à l'époque Sir Thomas Yates. Son successeur, Bill Hogarth — un homme de Glasgow — a tenté de répondre aux vœux des « réformistes » et de préserver l'unité du syndicat en démocratisant celui-ci et en faisant entrer plusieurs matelots dans le comité exécutif.

Aussi, plusieurs militants extrémistes, qui étaient à la tête d'un mouvement rival, siègent-ils maintenant dans le comité directeur. Le principal porte-parole communiste, Gordon Norris, qui faisait partie du comité des négociations, n'est entré dans le syndicat qu'en 1961, dit-on, après avoir passé quinze ans en Australie.

Norris semble agir en liaison étroite avec le dirigeant « inofficiel » des dockers londoniens, Jack Dash, communiste déclaré lui aussi.

Le secrétaire-général du syndicat des gens de mer, Bill Hogarth, et les « permanents » qui siègent à Maritime House ne prêtent guère d'attention à Norris et à ses collègues. Mais ils doivent suivre les directives de l'exécutif du syndicat, composé de 48 membres.

Il faut bien le dire: la grève aurait pu être évitée. Des deux côtés, on me l'a confirmé. Un armateur d'une certaine importance m'a dit en privé que la plupart des revendications des marins étaient justes — sa seule objection concernait le moment choisi pour les présenter. Bill Hogarth a dit lui-même, avant la grève: « Bien entendu, si nous n'avions en vue que l'intérêt national, il n'y aurait pas de grève. Mais charité bien ordonnée commence par soi-même! » Des deux côtés, on semble s'être mépris sur les réactions de l'adversaire. Certains disent que l'intrusion du gouvernement, désireux de maintenir le niveau du pouvoir d'achat, n'a fait que compliquer les choses. Le premier ministre a donné l'impression au départ de vouloir tout prendre en mains; puis, voyant que ses efforts échouaient, il s'est tenu tranquille jusqu'à ses récentes interventions. Un pays de la maturité politique de la Grande-Bretagne, chargé de dettes envers l'extérieur, luttant pour sa stabilité économique, laisse perplexes ses amis et encourage ses ennemis quand il se paie le luxe de régler ses affaires d'une façon si coûteuse.

Gordon Wise

## UN HOMME DE CONVICTION (Suite)

« Il est assez désintéressé pour jouer le rôle de chef. Il est toujours prêt à donner la première place à ses amis et camarades révolutionnaires, mais il ne refuse jamais de prendre ses responsabilités. S'il le juge nécessaire, il les assume même s'il craint qu'on le traite d'ambitieux, et même s'il se rend compte qu'il y a du vrai dans cette affirmation.

« En dépit de ses fautes et même s'il s'est brûlé les doigts, il obéit aux pensées audacieuses que Dieu lui donne.

« Bien qu'il observe attentivement les réactions

que provoque son travail, il ne se laisse jamais guider par celles-ci, pas plus que par ses propres sentiments et impulsions, mais par ce que Dieu lui dit. Il aime assez son prochain pour mettre Dieu à la première place et son prochain à la seconde.

« Sa vie n'est pas toujours facile. Il connaît la souffrance, mais il est l'homme le plus heureux du monde et il n'échangerait jamais sa vie de révolutionnaire contre une autre. »

Bien des gens ont appris avec intérêt que le chancelier avait rouvert à la Chancellerie la vieille chapelle privée qui était restée inutilisée pendant de longues années.

flash

**TOKYO** — Cent septante jeunes Asiatiques: Japonais, Chinois et Coréens, ont présenté à Tokyo leur revue musicale **Let's Go 66** devant un auditoire de 2400 spectateurs où l'on remarquait des acteurs du Kabuki, des diplomates et de nombreuses personnalités de la capitale. Des centaines de personnes étaient debout dans les couloirs et des centaines d'autres durent rebrousser chemin.

**DENVER** (Colorado) — Les 6000 participants à la 57<sup>e</sup> Convention annuelle du Rotary international ont ovationné une représentation de **Sing Out 66** qu'ils avaient invité en même temps que l'astronaute Gordon Cooper.

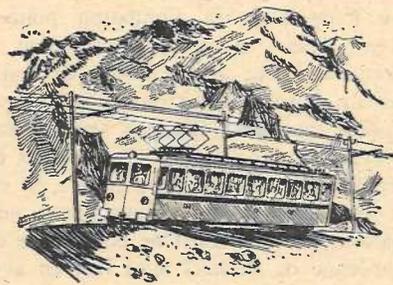
**A ESTES PARK**, station touristique du Colorado dans les Montagnes Rocheuses, plus de mille jeunes sont réunis. Ils appartiennent aux 80 groupes **Sing Out** constitués aux Etats-Unis au cours des douze derniers mois. Ils ont formé sept groupes mobiles qui sont en action dans les différentes villes du Colorado. Ils vont jouer dans les collèges et aux stations de télévision et rendent visite aux journaux, aux organisations syndicales et aux Chambres de commerce.

**JOHANNESBURG** — Les jeunes d'Afrique du Sud, ne voulant pas être en retard sur leurs contemporains du reste du monde, ont monté leur propre show qu'ils ont appelé **Springbok Stampede** (la ruée des springboks). Le springbok, apparenté à notre bouquetin, est l'animal national d'Afrique du Sud. Les acteurs sont tous étudiants dans les universités et écoles d'ingénieurs du pays. La chorégraphie est de Gordon Wales, qui joua dans **West Side Story** à Londres.

**SAINT-NAZAIRE** — Du 11 au 26 juillet se déroulera dans cette ville l'opération **France-Demain**. Sont invités à y participer les jeunes Français qui veulent être les chefs de file de leur génération.

Des participants de 16 à 25 ans y sont attendus de différentes régions de France.

« C'est un grand honneur pour les hommes de Loire atlantique qui travaillent, peinent et espèrent, d'accueillir dans leur belle région des jeunes qui construiront très vite, car le temps presse, un monde moderne et fraternel, généreux et sans frontières, » déclare M. Bernard Legrand, conseiller général de Loire atlantique.



### Rochers de Naye

2045 m

Panorama unique sur les Alpes, de la Jungfrau au Mont-Blanc.  
Jardin alpin le plus haut d'Europe.

Billet spécial d'excursions:  
dès Montreux Fr. 11.—  
dès Caux Fr. 7.—

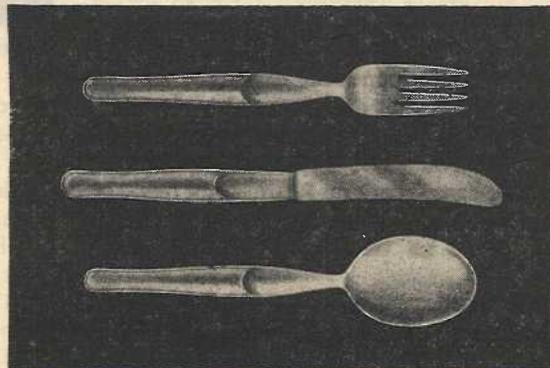
**Beard**  
S.A.

MONTREUX

Argenterie  
Porcelaine  
Cristaux  
Lampes décoratives  
Petits meubles

Magasins à Montreux:  
Av. des Alpes 60  
Av. du Casino 42

Les meilleures marques  
à des prix avantageux



# L'histoire d'Alan Brown

entraîneur du «*Sheffield Wednesday*»

Lundi sera donné à Sheffield le coup d'envoi de la Coupe du monde de football. Les Brésiliens, vainqueurs des deux dernières compétitions, entendent bien ramener définitivement chez eux le trophée tant convoité: la coupe d'or Jules Rimet. Quant à l'équipe suisse, c'est à Sheffield qu'elle jouera ses premiers matches, et se mesurera avec les Allemands, les Espagnols et les Argentins.

Sheffield est le siège d'un des clubs de football les plus anciens et les plus prestigieux du Royaume, le *Sheffield Wednesday*, finaliste cette année de la coupe d'Angleterre.

Le grand « patron » de ce club — et son entraîneur — n'est autre qu'Alan Brown, surnommé en Angleterre « l'homme d'acier du football ».

Chaque samedi, un million de spectateurs remplissent les stades de football anglais. On dépense des centaines de milliers de livres sterling au transfert des joueurs. Pour mener un grand club, il faut être un homme d'affaires averti doublé d'un joueur d'élite. Alan Brown passe pour être tout cela. Mais il a été connu longtemps pour ses démêlés avec ses joueurs et avec la presse sportive. Jusqu'en 1964... Cette année-là, *The People*, le plus grand hebdomadaire du

dimanche, écrivait: « Un bruit court dans les milieux du football: Alan Brown est un autre homme! Mais personne ne veut y croire. Comment Alan Brown, le « patron » le plus dur du football anglais, pourrait-il changer? Une seule personne le sait vraiment: l'homme d'acier devenu l'homme tranquille révèle pour la première fois son histoire. »

Derrière le style quelque peu théâtral de l'hebdomadaire à sensation se cachait en fait une histoire très simple. Celle d'un homme dont l'attitude à l'égard de la vie et des gens avait subi une transformation radicale. Quelque chose s'était incontestablement passé. On pouvait en mesurer les résultats dans le redressement de l'équipe que dirigeait alors Brown, le *Sunderland*, qui surprenait fort la presse sportive.

Cette année encore, Brown, passé depuis au *Sheffield Wednesday*, a fait parler de lui lors de la finale de la coupe d'Angleterre. Les joueurs des équipes finalistes se livraient en effet à un scandaleux marché noir de billets pour ce match, empochant des bénéfices allant jusqu'à 2 000 livres. Brown y a mis fin avec courage, déclarant sans ambages qu'il démissionnerait plutôt que de laisser ce scandale se poursuivre.

« Bravo »! conclut le *Daily Express*, qui raconte comment Brown fut « catapulté dans un monde nouveau » par une pièce de Peter Howard.

Brown sait mieux que quiconque ce que ses joueurs représentent pour leur pays. « Notre nation est prête à répondre à l'appel d'un vaste effort collectif. Mais cela exigera beaucoup de changement, comme au football... Ce que vaut un homme, sa valeur morale, se révèle dans un match. Tout est mis à nu: ses peurs, sa force de caractère, son esprit d'équipe, son égoïsme. » Et Brown d'ajouter: « Nous devons gagner nos matches par des procédés tout à fait propres et nous essayons de le faire. C'est de la même manière que notre nation résoudra ses difficultés — sans amertume, sans mesquineries entre partis, mais par des moyens propres et droits qui sauront nous gagner le respect du monde. » Souhaitons que l'esprit qui anime l'entraîneur du *Sheffield Wednesday* domine la compétition tant attendue. Souhaitons à l'équipe suisse de faire preuve d'un esprit offensif et sportif qui lui permette — quels que soient les résultats obtenus — d'être un exemple pour la jeunesse suisse comme pour le public de la Coupe du monde.

## Fermiers du Kenya en Suisse

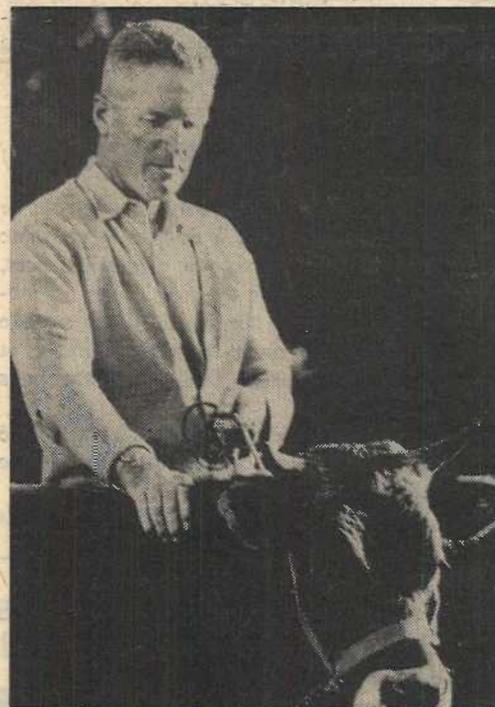
Les familles de MM. Michael Low et Alan Knight se sont établies au Kenya au début du siècle. A ce moment-là, un colon devait commencer par défricher sa terre avant de la cultiver. Pendant la révolte mau-mau, Alan Knight, qui avait été colonel britannique pendant la guerre, a offert ses services pour le programme de

réhabilitation des rebelles. Il dirigea le camp d'Athi River, où étaient détenus les cadres de la rébellion. Grâce à son influence, des centaines de Mau-Maus ont renoncé à leur serment et, après la période critique, ont travaillé aux côtés de fermiers blancs à préparer l'indépendance du Kenya.

Plus tard, conscient de la nécessité de redistribuer les terres du pays, Michael Low a procédé à une réforme agraire volontaire. Il distribua une partie de ses terres à ses ouvriers les plus qualifiés qui, au bout de quelques années, en sont devenus propriétaires.

Aujourd'hui, comprenant que de jeunes Africains doivent se préparer à prendre en charge la production agricole dans leur continent, MM. Low et Knight vont fonder une école d'agriculture. Ils visent d'une part à augmenter le rendement par la mécanisation, d'autre part à créer des centres de location de machines agricoles qui seront mises à disposition des fermiers. En plus du développement technique, ils sont convaincus que seuls des hommes honnêtes, responsables et aimant le travail peuvent assurer le progrès d'un pays. Depuis des années, ils travaillent dans l'esprit du Réarmement moral et ils veulent mettre toute l'expérience qu'ils ont ainsi acquise au service du continent qu'ils habitent.

Ils sont actuellement en tournée en Europe afin de trouver les fonds nécessaires au lancement de leur projet, ainsi que des hommes ayant à la fois connaissances agricoles et force de carac-



Michael Low pratique aussi l'élevage du bétail

### Caux ouvert cet été

Le Conseil de la Fondation pour le Réarmement moral a décidé dans sa dernière séance que le centre de conférences de Caux serait ouvert cette année durant tout l'été. Diverses sessions sont prévues, auxquelles participeront des délégations étrangères. La première est celle consacrée à l'agriculture, dont nous parlons par ailleurs. Une conférence européenne de dockers aura lieu en août. Un festival théâtral est en préparation pour le mois de septembre. En outre, à l'occasion du XX<sup>e</sup> anniversaire de la création de Caux, des personnalités étrangères ont annoncé leur visite.

Le Conseil exprime sa reconnaissance à tous les Suisses qui, par leurs sacrifices, ont rendu possibles depuis vingt ans l'existence et le développement de Caux. Il rappelle que les manifestations qui auront lieu cet été sont publiques.

rière, qui voudront consacrer au moins un an à l'Afrique, dans le même esprit constructif qu'eux. MM. Knight et Low seront à Caux le samedi 9 et le dimanche 10 juillet, où ils rencontreront des agriculteurs et d'autres personnes désirant que la Suisse contribue à résoudre les problèmes que doivent affronter les jeunes pays africains. Ces rencontres sont publiques. Elles auront lieu le samedi à 16 h. 30 et le dimanche dès 10 h. 30. Pour tous renseignements, s'adresser à Caux, téléphone (021) 61 42 41.